EXTRAIT du REGISTRE
des DELIBERATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL

Effectif légal du Conseil

Municipal : 33

Nombre de Conseillers

en exercice : 33

Nombre de Conseillers

présents ou représentés :

32

Nombre de votants :

32

Date de convocation :

20 mars 2025

Date d'affichage de la
liste des délibérations :

2 avril 2025

**Objet : Bail à complant
- Ajustement des
termes du bail à
conclure avec un
viticulteur sur les
parcelles communales
ZA 120 et 121**

L'AN deux mille vingt-cinq, le 27 mars le Conseil Municipal de la Ville de Riom, convoqué le 20 mars, s'est réuni en session ordinaire, à 18 heures 30, à la Salle Attiret Mannevil, sous la présidence de Monsieur Pierre PECOUL, Maire

PRESENTS :

M. BAGES, Mme BERTHELEMY, MM. BOISSET, BOUCHET, Mme CHAMPEL, MM. CHASSAING (à partir de la question n°2), DESMARETS, Mme FEUERSTEIN, M. GRENET, Mme GRENET, M. HEBERT, Mme LAFOND, MM. LARRAUFIE, LASSALAS, Mmes LYON, MACHANEK, MEGRET, M. MONNET, Mme PIRES-BEAUNE, MM. RAYNAUD, RESSOUCHE, Mmes ROUSSEL, VAUGIEN, M. VERMOREL.

ABSENTS :

Mme Elodie ACKNIN, Conseillère Municipale
absente

M. Rémy BALLETT, Conseiller Municipal
a donné pouvoir à Didier LARRAUFIE

M. Pierre CHASSAING, Maire-Adjoint
absent à la question n° 1

M. Jean-Michel DE ROCQUIGNY, Conseiller Municipal
a donné pouvoir à Pierre DESMARETS

Mme Virginie MOURNIAC-GILORMINI, Conseillère Municipale
a donné pouvoir à Véronique FEUERSTEIN

Mme Nathalie NIORT, Conseillère Municipale
a donné pouvoir à Boris BOUCHET

M. Mickaël SEMANA, Conseiller Municipal
a donné pouvoir à Pierre CHASSAING

Mme Monique STORKSEN, Conseillère Municipale
a donné pouvoir à Pierre PECOUL

Mme Géraldine TOVAR, Conseillère Municipale
a donné pouvoir à Sandrine ROUSSEL

<> <> <> <>

Secrétaire de Séance : Nadine CHAMPEL

**SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 27 MARS 2025**

QUESTION N° 30

OBJET : Bail à complant - Ajustement des termes du bail à conclure avec un viticulteur sur les parcelles communales ZA 120 et 121

RAPPORTEUR : Pierre DESMARETS

Question étudiée par la Commission n° 2 « Aménagement et embellissement de la Ville » qui s'est réunie le 4 mars 2025 et par la Commission n° 4 « Attractivité du territoire » qui s'est réunie le 6 mars 2025.

Dans le cadre de la reconquête viticole des coteaux Nord, la Commune a acquis les parcelles ZA 120 et ZA 121 auprès de la SAFER, pour une surface totale de 1,05 hectare.

L'avancée du projet d'installation et l'analyse des parcelles par l'entreprise individuelle de Monsieur Bastien Migeon, désigné complanteur, ont permis d'identifier plus précisément les conditions de leur exploitation.

Il est nécessaire d'ajuster les termes du bail à complant envisagé en fonction des contraintes d'exploitation identifiées, notamment en raison des caractéristiques des terres et surfaces à planter.

Le contrat à conclure est un bail rural à long terme prévu pour une durée minimale de 25 ans, dont le loyer est payé en nature.

Les conditions sont indiquées dans le projet annexé, dont certains points seront précisés après les analyses de sol.

En l'espèce, la replantation sera à la charge du preneur et en tant que bailleur, la Commune sera rémunérée au bout de 5 ans, en proportion de la production annuelle après vinification (6 %).

Les travaux de drainage des terrains initialement prévus à la charge du bailleur seront réalisés par le complanteur moyennant une compensation applicable au titre des deux premières annuités de loyer.

Vu l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal est invité à :

- **approuver la signature d'un nouveau bail à complant avec l'entreprise individuelle Bastien Migeon sur les parcelles ZA 120 et 121 dans les conditions mentionnées ci-dessus et dans le projet annexé,**
- **autoriser le Maire ou son représentant à signer tout acte nécessaire.**

APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL A ADOPTE

Fait et délibéré en séance les mêmes jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme.

RIOM, le 27 mars 2025

Le Maire,

signé

Pierre PECOUL

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Riom (23 rue de l'Hôtel-de-Ville, BP 50020 63201 Riom Cedex), étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre et qu'un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois (Articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et L.231-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration).